

Un travail d'équipe

L'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis

Virginie Vendamme *

» L'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis, spécialisé dans l'armement, fêtera en 2009 ses 50 années d'existence. Dès l'été 1945, des chercheurs allemands en balistique avaient travaillé pour le gouvernement français. Propriétaire de brevets et concessionnaire de licences dans le monde entier, l'institut emploie aujourd'hui 180 chercheurs des deux pays.

De l'extérieur on dirait une caserne. L'accès y est tout aussi réglementé. L'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL), inconnu du grand public, mais réputé dans les milieux militaires et scientifiques, se trouve tout proche du centre de la petite ville de Saint-Louis, ville française aux frontières suisses et allemandes. Cet institut, qui existe depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est géré conjointement par la France et par l'Allemagne.

L'ISL se focalise sur les recherches fondamentales en armement. Mais aujourd'hui, après la fin de la guerre froide, l'activité est plus orientée vers le secteur civil, notamment la sécurité, la lutte anti-terrorisme, l'aviation civile. L'institut travaille par exemple sur des formes de blindage plus sophistiqué, dit réactif, sur des lanceurs électriques, capables de lancer un projectile à des vitesses entre 2 500 et 4 000 m/s, sans utiliser la poudre. Une telle performance peut être utilisée dans l'armée mais aussi dans le domaine spatial (pour envoyer des satellites de moins d'un kilogramme). L'ISL étudie aussi la « munitronique », qui est l'étude du vol des projectiles, les lasers, l'aérodynamique, ou la protection auditive.

S'il peut paraître paradoxal de voir deux pays s'associer au lendemain de deux guerres sanglantes pour travailler sur la défense, l'armement et la recherche, le parcours de quelques brillants scientifiques de cette époque montre que le besoin en recherche fondamentale pour chaque

pays peut tout surmonter : les conflits, la rancœur, la méfiance.

De Berlin à Saint-Louis

Avant la naissance de l'Institut de Saint-Louis, le physicien allemand Hubert Schardin était directeur de l'Institut de balistique de la *Technische Akademie der Luftwaffe* à Berlin, qui avait pour mission de former des officiers de l'Armée de l'air sur le plan technique. Au printemps 1945, l'institut doit se replier vers l'Allemagne du Sud, à Biberach, dans le Bade-Wurtemberg, où un laboratoire provisoire est installé. En avril 1945, deux professeurs de l'École supérieure technique d'Aix-la-Chapelle, le mathématicien Robert Sauer et le physicien Wilhelm Fucks, basés dans un autre laboratoire à Ummendorf, prennent contact avec le professeur Schardin. Quelques jours plus tard, les troupes de la première division blindée française, dirigées par le commandant Lutz, entrent à Biberach. Ce sont les scientifiques de ces deux laboratoires qui formeront l'équipe initiale de Saint-Louis. Le 29 mai 1945, le capitaine Fayolle arrive à Biberach et décide de placer cette équipe scientifique sous le contrôle du Laboratoire central de l'armement. Au début, tout devait être déménagé à Paris. Mais une installation si précoce, juste après la fin des hostilités, ne suscitait pas l'enthousiasme, d'autant que les familles des scientifiques

* Virginie Vendamme, journaliste indépendante.

devaient rester en Allemagne. Parallèlement, des Américains tentent de recruter Hubert Schardin et une partie des collaborateurs les plus qualifiés. Mais le professeur Schardin refuse de démanteler son laboratoire et reste sur place.

Finalement, c'est la « région des trois frontières », près de Mulhouse, qui sera retenue, permettant aux scientifiques de travailler en France, de résider en famille en Allemagne et même de profiter de la Suisse. Ce qui devait être provisoire perdura et l'institut compte aujourd'hui 350 personnes dont 180 chercheurs.

Les équipes s'installent dans les bâtiments d'une usine d'alliages légers, qui fabriquait des pièces en aluminium pour les moteurs d'avion. Les modalités se règlent en allant. Au début, l'usine est uniquement française. Les contrats de travail des Allemands stipulent clairement que la France souhaite avant tout bénéficier des savoir-faire acquis par les Allemands pendant les années de guerre et poursuivre leur travail à son seul profit.

Le chef d'escadron, devenu ensuite ingénieur général, Robert Cassagnou devient le premier directeur de l'institut le 1^{er} novembre 1945, Hubert Schardin assumant la fonction de directeur technique. Ainsi dès le début, aucune distinction n'est faite entre Allemands et Français : l'administration est gérée par la France, les groupes scientifiques par les Allemands. La langue utilisée est le français. Dès la fin de 1946, 87 Français et 77 Allemands sont déjà au travail. Le 20 septembre 1945, le Dr Molitz donne même une conférence sur la « théorie du gyroscope en balistique » et en avril 1946 un colloque international est organisé, permettant notamment aux scientifiques allemands de sortir de leur isolement dû à la guerre.

L'échec de la CED

Quelques années passent et l'idée d'une Europe commence à prendre forme, le projet d'une « Communauté européenne de Défense » (CED) est étudié à Strasbourg en 1950. Le programme des chercheurs de l'ISL s'articule autour de la mise au point de matériel militaire, mais Hubert Schardin élargit très vite le champ d'ac-

tion et espère alors constituer un institut européen orienté uniquement vers la recherche fondamentale en balistique à l'image du CERN dans le secteur nucléaire.

Le projet de traité est signé à Paris en 1952 et Robert Cassagnou y met tous ses espoirs. Mais en 1954 l'Assemblée nationale rejette l'idée. Pour sauvegarder l'Institut, la solution sera donc binationale. Mais cela reste très compliqué car si, au début des années 1950, la France a retrouvé une réelle assise, la jeune République fédérale d'Allemagne est encore en phase de planification. Elle doit notamment rebâtir sa sécurité à travers la Bundeswehr et a besoin de spécialistes. N'ayant que très peu de moyens à investir dans ce secteur, elle envisage de reprendre des chercheurs de l'Institut de Saint-Louis. Le professeur Schardin continue à défendre son laboratoire, comme il l'avait fait en 1945, en proposant de le transformer en établissement binational. Côté français, il n'est pas évident de faire admettre l'idée de perdre la mainmise sur l'institut. Mais le contexte politique fait pencher la balance en faveur de l'ISL : il faut promouvoir la coopération franco-allemande pour faire avancer la construction de l'Europe.

Finalement, c'est le 31 mars 1958 qu'est signée la convention fondatrice de l'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis par les deux ministres de la Défense Franz Josef Strauß et Jacques Chaban-Delmas. Hubert Schardin avait accompli sa mission et pouvait être rassuré sur la pérennité du laboratoire qui désormais livre le fruit de ses recherches aux deux pays. Quatre ans avant le traité de l'Élysée, la même année que l'entrée en vigueur du traité de Rome, un institut de recherches sur l'armement posait la première pierre de l'amitié franco-allemande à travers cette entité au statut juridique bien particulier. La convention est entrée en vigueur le 22 juin 1959.

Bicéphale

La structure de l'ISL compte deux directeurs, l'Allemand Michael Weiand et le Français Alain Picq, ingénieur général de l'armement. Spécialiste des hélicoptères et des drones,

Michael Weiand
Helicopter Ma
Provence avant
Louis. Il arrive
teur allemand s
poste de direct
excellente fin de
dis qu'en France
cours plus long.
mand, deux tiers
un conseil d'adm
sur la base d'une
vail en vigueur d
personnel fait de
plus de Français e
nieurs en Allema
tique. Peut-être au
qui sont moins at

Depuis la créat
Défense en 2004,
tion de renforcer le
logique européen
l'ISL se voit confro
sé, dépassé par d'a
s'ouvre donc désor
centre européen in
de défense. Cette tr
cate que, depuis c
peut plus compter
ment par les deux
l'ordre de 45 milli
s'adresser plus direc
lement à travers des

Des débuts di

Dès le début, le pe
nombreux problèm
mands. Venir trava
de la guerre était
populations. Le pr
crucial à l'époque. L
munes avait certes la
vides, mais il fallait

Michael Weiland dirigeait depuis 2004 la *Nato Helicopter Management Agency* à Aix-en-Provence avant de rejoindre l'institut de Saint-Louis. Il arrive assez fréquemment que le directeur allemand soit plus âgé que le Français, ce poste de directeur de l'ISL constituant une excellente fin de carrière du côté allemand, tandis qu'en France le poste s'inscrit dans un parcours plus long. Les 360 personnes (un tiers allemand, deux tiers français) ont un statut régi par un conseil d'administration binational paritaire, sur la base d'une compilation des droits du travail en vigueur dans les deux pays. La moitié du personnel fait de la recherche. On dénombre plus de Français en raison d'une pénurie d'ingénieurs en Allemagne et du problème linguistique. Peut-être aussi à cause des salaires de l'ISL qui sont moins attractifs que dans le privé.

Depuis la création de l'Agence européenne de Défense en 2004, qui a notamment pour vocation de renforcer le potentiel industriel et technologique européen dans le domaine de la défense, l'ISL se voit confronté au risque d'être marginalisé, dépassé par d'autres pays associés. L'institut s'ouvre donc désormais à l'extérieur pour créer un centre européen intégré de recherche en matière de défense. Cette transition est d'autant plus délicate que, depuis quelques années, l'Institut ne peut plus compter exclusivement sur le financement par les deux pays (le budget annuel est de l'ordre de 45 millions d'euros). Il lui faut aussi s'adresser plus directement à l'industrie, principalement à travers des contrats gouvernementaux.

Des débuts difficiles

Dès le début, le personnel a été confronté à de nombreux problèmes, surtout les salariés allemands. Venir travailler en France au lendemain de la guerre était une gageure pour les deux populations. Le problème des logements était crucial à l'époque. L'évacuation forcée des communes avait certes laissé de nombreux logements vides, mais il fallait compter sur le retour de ces

habitants. Les familles des scientifiques allemands de l'institut n'avaient donc pas de toit. Les maires des communes de Haltingen et de Weil ont alors apporté leur concours dans la recherche de solutions, ce qui stigmatisa les familles de la communauté scientifique, que d'aucuns considéraient comme mieux traitée que les autres. L'approvisionnement en vivres était tout aussi problématique. Les rations attribuées dans la zone française d'occupation n'étaient pas suffisantes. Avec quelques relations, il était possible de combler le manque, ce que ne pouvaient pas faire les Allemands nouvellement implantés. Ils reçurent donc une double carte d'alimentation puis deux cantines furent ouvertes. Le général Cassagnou alla même plaider auprès du Gouvernement Militaire de Baden-Baden pour son personnel allemand. Il obtint finalement que les Allemands travaillant en France reçoivent des rations équivalentes à celles des Français stationnés en zone française d'occupation. Ceci ne rendit pas le personnel allemand de l'institut plus populaire aux yeux de la population locale.

Le passage de la frontière était lui aussi assez compliqué. Un vieux car emmenait le personnel d'une rive à l'autre du Rhin, dans de dangereuses conditions : la direction du véhicule avait du jeu, les pneus étaient largement usés et faute de pont entre Huningue et Weil, le car empruntait le passage sur la centrale électrique de Kembs, puis longeait la berge. Mais avec une direction aussi approximative, le trajet s'apparentait plutôt au film *Le salaire de la peur*. Il semble que la volonté de paix et la soif de connaissance scientifique et mutuelle aient été plus fortes que les éléments.

Du laboratoire à l'institut, chronique de la création de l'Institut de Saint-Louis, Dr Rudi Schall, directeur honoraire, Publication interne ISL, 1988